La FIJ, la FAJ et l’AJAE appellent à la libération de Jean Claude Kavumbagu

@rib News, 10/08/2010Appel urgent pour la libÃ©ration dâ€™un journaliste qui croupit en prison au Burundi.La fÃ©dÃ©ration africaine des Journalistes (FAJ), la FÃ©dÃ©ration Internationale des Journalistes (FIJ) et lâ€™Association des Journalistes de lâ€™Afrique de lâ€™Est (AJAE) ont exprimÃ© leur profonde prÃ©occupation par rapport Ã cette campagne dâ€™intimidation d par le gouvernement burundais contre des mÃ©dias et demandent que cela cesse.Ces organisations protestent contre la dÃ©cision des autoritÃ©s burundaises de retenir contre Jean Claude KAVUMBAGU, Directeur de lâ€™Agence de presse Net press, la charge de Â«Â trahisonÂ Â» qui, si une fois Ã©tablie conduira Ã un emprisonnement Ã vie.
Le 17 juillet 2010, la police a arrÃªtÃ© Monsieur Â Kavumbagu, Ã son bureau, Ã la suite dâ€™un article paru sur son site web 5 jours plus tÃ´t qui faisait remarquer que les forces burundaises de dÃ©fense nâ€™Ã©taient pas suffisamment outillÃ©es pour fa face aux menaces terroristes par des groupes extrÃ©mistes somaliens, Al-Shabaab."Ce seul incident de violation de droits des journalistes par des autoritÃ©s burundaises illustre Ã suffisance comment la libertÃ© de la presse est en danger dans ce pays" avertissent les trois organisations de journalistes."Les autoritÃ©s ont outrepassÃ© les procÃ©dures normales et lÃ©gales pour arrÃªter un journaliste, qui veulent que toute matiÃ¨re en rapport avec la violation probable de lâ€™Ã©thique et dÃ©ontolog de la presse doit Ãªtre traitÃ©e au sein du Conseil National de la Communication", ont-elles dÃ©clarÃ©.Ces organisations estiment Ã©galement que la charge de trahison retenue contre Jean Claude KAVUMBAGU est absurdement disproportionnÃ©e et injustifiÃ©e Ã©tant donnÃ© quâ€™il Ã©tait en train dâ€™exercer son droit constitutionnel dâ€™exprimer une opinion honnÃªte. "Le Gouvernement peut ne pas Ãªtre dâ€™accord avec lui, mais il doit lui reconnaÃ®tre le droit dâ€™avo point de vue fÃ»t-il diffÃ©rent du sien", ont-elles dÃ©clarÃ©.Jean Claude Kavumbagu, ont poursuivi ces trois organisations de journalistes, a exprimÃ© son opinion sur une question dâ€™intÃ©rÃªt public et de prÃ©occupation lÃ©gitime. â€œ Son action n aucune maniÃ¨re justifier son arrestation, sa dÃ©tention et lâ€™extravagante charge retenue contre lui â€• ont indiquÃ© la FAJ, FIJ et lâ€™AJAE.Dans un article que Monsieur Â Kavumbagu a publiÃ© le 12 juillet 2010, il a critiquÃ© les forces de sÃ©curitÃ© Burundi les accusant de seulement connaÃ®tre comment Â«Â voler et tuerÂ Â» Â le peule burundais. Lâ€™article dÃ©clare quâ dÃ¨s lors facile pour Al Al-Shabaab Â de mener ces attaques au Burundi, Ã la suite des bombes de Kampala en Ouganda dont Al-Shabaab a revendiquÃ© la paternitÃ©. Les autoritÃ©s burundaises sont en train de brandir lâ€™article 570 du Code PÃ uniquement applicable en temps de guerre juste pour condamner le journaliste. La dÃ©cision de dÃ©tenir le journaliste a Ã©tÃ© irrÃ©guliÃ¨re Ã©tant donnÃ© que la loi burundaise prÃ©voit que quelquâ€™un peut seulement Ãªtre mis en prison en attendant jugÃ© sâ€™il est avÃ©rÃ© quâ€™il peut perturber lâ€™ordre public ou rÃ©pÃ©ter son action pour laquelle il est poursuivi.Le P Mairie de Bujumbura a dÃ©clarÃ© lors de la derniÃ¨re et seule audience le 30 juillet dernier quâ€™il gardait le journaliste dÃ©te pour empÃªcher que son article ne propage de la peur parmi la population burundaiseÂ ; câ€™Ã©tait alors pour la premiÃ¨re fois quâ€™il comparaissait en sÃ©ance plÃ©niÃ¨reÂ aprÃ¨s 14 jours de dÃ©tention.Et pire encore, voilÃ que les manÅ“uvres dilato le faire croupir en prison continuent, notamment avec Â cette promotion du juge qui avait pris en dÃ©libÃ©rÃ© lâ€™affaire le 30 Juillet 2010, Ã la veille des vacances judiciaires appelÃ©es Ã durer un mois avec force possibilitÃ© de recomposer le siÃ¨ge qui doit rÃ©Ã©couter la dÃ©fense de Jean Claude KAVUMBAU sur le caractÃ¨re irrÃ©gulier de sa dÃ©tention."Cette dÃ©tentio illÃ©gale de Jean Claude Kavumbagu est une des pires violations des droits fondamentaux des journalistes et de tous les citoyens burundais", selon les trois organisations de journalistes.La famille des Journalistes au Burundi met en doute lâ€™indÃ©pendance de la magistrature et estime que le cas KAVUMBAGU est comme une dÃ©marche dÃ©libÃ©rÃ©e dâ€™in des journalistes sous le couvert de la lutte contre le terrorisme.En signe de solidaritÃ© Ã leur affiliÃ©, lâ€™Union Burundaise de Journalistes, la FIJ, la FAJ et lâ€™AJAE en appellent au gouvernement burundais de faire diligence et retirer toutes les charges retenues contre Jean Claude KAVUMBAGU et le relÃ¢cher immÃ©diatement.Ces organisations rappellent Ã©galement aux autoritÃ©s du Burundi quâ€™elles doivent cesser dâ€™emprisonner les gens de maniÃ¨re illÃ©gale, veiller au des droits constitutionnellement reconnus aux journalistes et dâ€™instruire les services de sÃ©curitÃ© de travailler de maniÃ¨re se souvenir quâ€™ils sont chaque fois tenus dâ€™Ãªtre responsables des actes quâ€™ils posent.